



Bonjour,

Le mois d'août s'est avéré tumultueux pour de nombreuses régions du globe. Au Canada, les consommateurs semblent faire preuve de résilience, mais l'ex-gouverneur de la Banque du Canada sonne l'alarme en expliquant qu'il ne s'agit que d'un « mirage ». De leur côté, les Américains font face à des défis liés au coût de la vie et c'est Joe Biden qui devrait en subir les conséquences lors de la prochaine élection présidentielle. Dans une situation économique et financière devenue critique, l'Allemagne a connu un changement majeur de statut, passant du rôle de « moteur » de l'Europe à celui de l'« homme malade ». La Banque d'Angleterre a beau augmenter son taux directeur, rien n'y fait, l'inflation persiste. Quant à la Chine, elle est entrée en déflation, incapable de se relever des problèmes majeurs provoqués par la pandémie.

Bonne lecture !



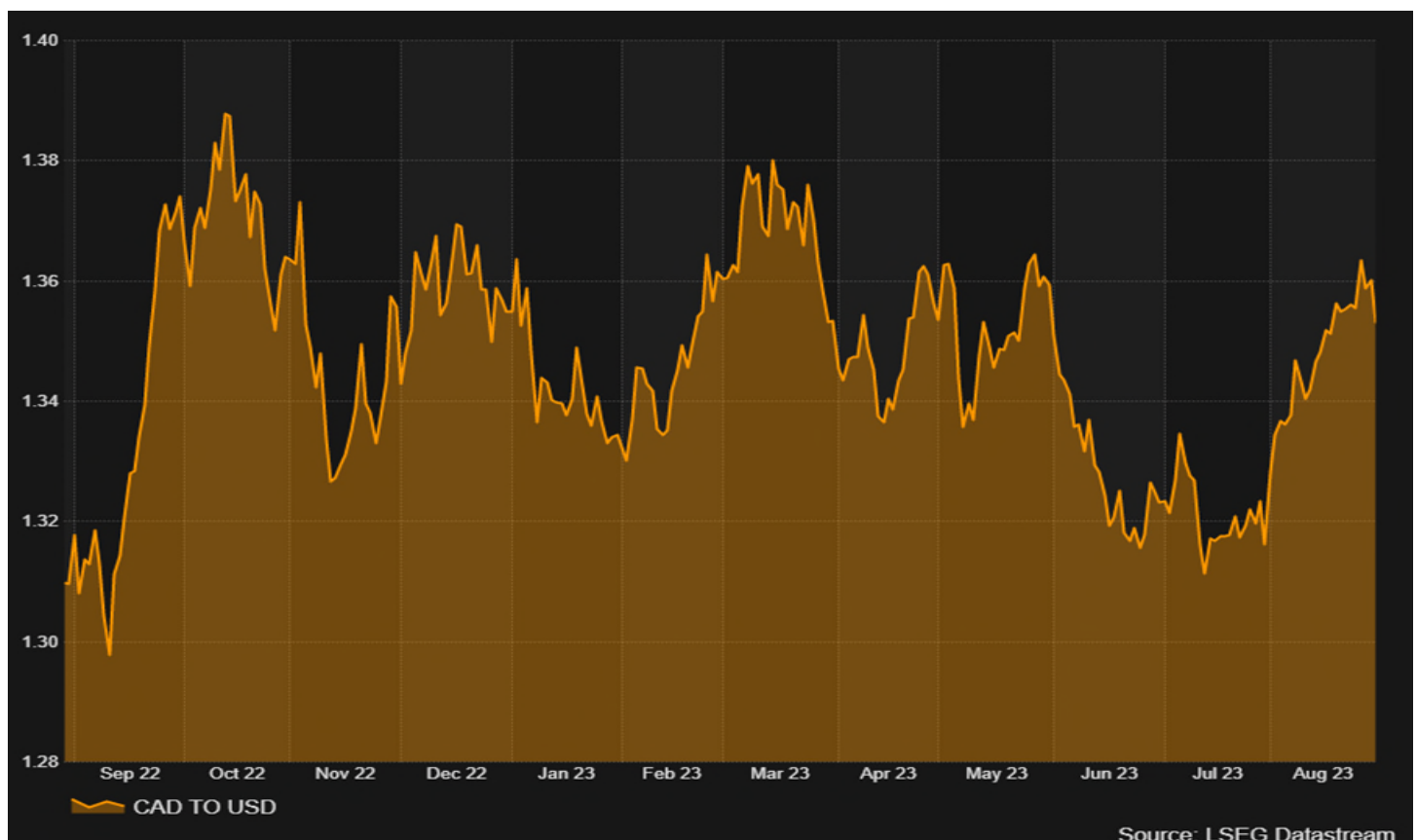
CAD

Durant le mois d'août, la paire USDCAD est passée de 1.3190 à 1.3507. En dépit d'une inflation à 3.3% en juillet, les ventes au détail demeurent vigoureuses au Canada, augmentant de 0.1% par rapport au mois précédent, selon Statistique Canada. Toutefois, Stephen Poloz, l'ex-gouverneur de la Banque du Canada (BdC), estime que la résilience des consommateurs n'est qu'un « mirage ».

En vérité, explique-t-il, les Canadiens ont graduellement dépensé l'épargne accumulée pendant les périodes de confinement liées à la pandémie, et celle-ci devrait être bientôt épuisée. « Les ménages canadiens, qui ont des niveaux d'endettement record, ne vont pas tarder à redevenir sensibles aux taux élevés que nous connaissons aujourd'hui », dit-il, en soulignant que l'inflation devrait « ralentir plus tôt que prévu par nombre d'experts ».

La BdC n'est pas sur la même longueur d'onde que son ex-gouverneur. Elle a dévoilé en juillet qu'elle ne prévoyait pas que l'inflation revienne à 2% avant la seconde moitié de 2025, soit six mois plus tard que ses précédentes prévisions. La plupart des économistes interrogés par Bloomberg considèrent que le taux directeur de la BdC a d'ores et déjà atteint son point culminant, à 5%, et qu'il ira à la baisse seulement à la mi-2024. Par ailleurs, les prix des maisons sont toujours à la hausse au Canada, selon l'indice Teranet-Banque Nationale du Canada. En juillet, ils ont crû de 2.4% par rapport au mois précédent. Il s'agissait de la quatrième augmentation mensuelle consécutive et de la deuxième plus forte hausse enregistrée en un seul mois, après celle observée en juillet 2006.

Ce bond des prix reflète la pénurie de logements que connaît aujourd'hui le Canada, pénurie qui devrait aller en s'aggravant dans les années à venir, avance un rapport de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL). Si le rythme actuel de construction se maintient, le nombre de logements devrait en effet croître de 2.3 millions d'ici 2030, pour atteindre un total de 19 millions de nouvelles unités. Le hic, c'est qu'il manquerait alors 3.5 millions de logements pour pouvoir loger tout le monde. Autrement dit, l'immobilier – comme d'autres secteurs d'activité – n'est « pas prêt de sortir de la crise », estime Aled ab Iorwerth, économiste en chef adjoint de la SCHL.



USD

L'indice DXY est passé, en août, de 101.87 à 103.63. À l'occasion du Jackson Hole Economic Symposium qui s'est tenu à la fin du mois, Jerome Powell, le président de la Réserve Fédérale (Fed), a déclaré que « les décideurs politiques s'attendent à ce que les taux d'intérêt augmentent sous peu », même si ceux-ci ont été maintenus stables lors de la dernière réunion de la banque centrale américaine. Dans un même souffle, il a reconnu qu'il comprenait leur volonté que soient maîtrisées à la fois la croissance et l'inflation.

Cela signifie-t-il pour autant une hausse automatique des taux directeurs lors de la prochaine réunion de la Fed, le 20 septembre? Pas nécessairement, d'autant plus que Patrick Harker, le patron de la Fed de Philadelphie, a récemment confié aux médias que les taux directeurs devraient rester stables en septembre, « si l'économie conserve sa trajectoire actuelle ». En fait, 78.5% des courtiers américains sont convaincus que la Fed fera à nouveau une pause lors de sa réunion de septembre, selon l'outil CME FedWatch. En revanche, pour la réunion qui suivra, la majorité d'entre eux (61%) s'attendent à une nouvelle hausse des taux directeurs.

Si jamais les taux directeurs de la Fed venaient à encore augmenter, cela entraînerait des répercussions négatives sur les finances des Américains. Or, le tiers des électeurs ont déclaré, dans le cadre d'un sondage mené par Quinnipiac, que l'économie, et en particulier les questions d'argent, serait au cœur de leurs préoccupations pour l'élection présidentielle de 2024. Cela met sur la sellette le président américain Joe Biden, lui qui a affirmé que son plan économique – les « Bidenomics » – favoriserait la réduction de l'inflation.

Certes, cette dernière a chuté en un an, passant de 9% l'été dernier à 3% cet été, mais le message ne semble pas passer : le taux d'approbation de Joe Biden n'est à présent que de 42%, selon une moyenne de RealClearPolitics. La vie demeure chère chez notre voisin du Sud : le coût des services, notamment les repas au restaurant, l'assurance automobile, les services de garde d'enfants et les services dentaires, continue d'augmenter rapidement ; l'assurance automobile, par exemple, coûte en moyenne 17% de plus qu'il y a un an.



EUR

La paire EURUSD a vu sa valeur baisser en août, de 1.0996 à 1.0841. L'indice composite des directeurs d'achat de la zone euro, qui combine les scores du secteur manufacturier et des services, est passé de 48,6 en juillet à 47 en août. C'est son plus bas niveau en 33 mois. Un score inférieur à 50 est le signe d'une contraction économique. Cette contre-performance, pire que prévu, inquiète plusieurs analystes, à l'image de Mark Wall, économiste en chef pour l'Europe à la Deutsche Bank : « Si la faiblesse du secteur manufacturier perdure, elle pourrait même être révélatrice d'un choc de compétitivité persistant, voire structurel », dit-il.

Résultat? Bon nombre d'analystes estiment que la déconvenue économique de la zone euro amènera la Banque centrale européenne (BCE) à faire une pause dans sa politique de hausse des taux d'intérêt. La prochaine réunion des gouverneurs de la BCE se tiendra le 14 septembre. Que décideront-ils à ce moment-là?

Au début d'août, la BCE a augmenté ses trois taux directeurs de 25 points de base, amenant son taux de refinancement principal à 4.25%. Il s'agissait de la neuvième hausse consécutive. À présent, elle est confrontée à un grave dilemme : « un nouveau resserrement de la politique monétaire permettrait, certes, d'atténuer un peu plus l'inflation [qui était de 5.3% en juillet], mais cela pourrait faire entrer la zone euro en récession l'an prochain », indique Stefan Gerlach, économiste en chef d'EFG Bank. Ce dilemme divise forcément les gouverneurs de la BCE, estime Carsten Brzeski, économiste en chef en charge de la zone euro chez ING, si bien qu'il considère que « la probabilité est de 50-50 » qu'une hausse ou une stagnation des taux directeurs survienne en septembre.

Une telle incertitude n'est pas sans impact sur l'économie européenne. Un exemple frappant est celui de l'Allemagne, considérée hier comme le « moteur de l'Europe » et aujourd'hui comme l'« homme malade de l'Europe ». L'inflation y est plus élevée que chez la plupart de ses voisins, les prix à la consommation ayant augmenté de 6.2% en juillet par rapport à 2022, bien au-dessus de la moyenne de 5.3% dans la zone euro. Le Fonds monétaire international (FMI) s'attend à ce que le pays soit la seule économie avancée à connaître une contraction (-0.3%) cette année, contre une hausse moyenne de 0.9% dans les 20 pays qui utilisent l'euro.



GBP

En août, la paire GBPUSD a baissé de 1.2838 à 1.2673. La Banque d'Angleterre a relevé son taux directeur en début de mois d'un quart de point, à 5.25%. Un tel niveau n'avait plus été vu depuis février 2008. Il s'agissait de la 14e hausse consécutive depuis que la banque centrale a commencé à relever les taux en décembre 2021.

« Certains indicateurs clés, comme la croissance des salaires, semblent révéler que certains risques liés à la pression inflationniste ont commencé à se cristalliser », a indiqué la Banque d'Angleterre en guise d'explication. Les salaires dans le secteur privé ont ainsi crû de 7.7% durant les trois mois précédant mai, ce qui est « nettement supérieur » aux attentes de la banque centrale. Il s'agit, ni plus ni moins, d'un bond record depuis 2001.

L'un des dangers d'une telle progression des salaires est que celle-ci risque fort de nourrir l'inflation, les gens ayant souvent le réflexe de consommer dès qu'ils ont davantage d'argent en poche. Or, l'inflation reste élevée en Royaume-Uni, même si elle s'est ralentie ces derniers mois. L'indice des prix à la consommation (IPC) était de 7.9% en juin, en baisse par rapport à son sommet de 11% en 41 ans survenu en octobre 2022. Ce pourcentage est le plus élevé parmi les pays du G7, et est loin de la cible de 2% de la Banque d'Angleterre.

À cela s'ajoute le fait que nombre de détaillants ont multiplié cet été les rabais à l'attention des consommateurs disposant d'un peu plus de liquidités qu'à l'habitude. Leur but est simple, inciter à la consommation afin de préserver leur part de marché, indique un récent rapport du British Retail Consortium (BRC) et du cabinet-conseil KPMG, présageant, par conséquent, un accroissement de la pression inflationniste. Comme si cela ne suffisait pas, certains corps de métier se sont mis en grève en août pour réclamer de meilleurs salaires. Parmi eux figurent les médecins et les cheminots. Comme quoi, l'inflation n'est pas près de dégonfler en Royaume-Uni!



CNY

La paire USDCNY a vu en août sa valeur passer de 7.1592 à 7.2837. Pour la seconde fois en trois mois, la Banque populaire de Chine (BPC) a baissé l'un de ses principaux taux directeurs, le taux préférentiel de ses prêts à un an, sur lequel reposent la plupart des prêts aux ménages et aux entreprises. Celui-ci a reculé de 3.55% à 3.45%. C'est que l'économie chinoise a du mal à surmonter plusieurs problèmes majeurs suivant la pandémie, en particulier la crise immobilière, la chute des exportations et la faiblesse des dépenses de consommation.

Ainsi, le géant immobilier chinois Evergrande a été contraint en août de déposer une demande de mise en faillite aux États-Unis. Lourdemment endetté, il travaille sur un accord de plusieurs milliards d'USD avec ses créanciers. Plus tôt le même mois, Country Garden, un autre des plus grands promoteurs immobiliers de Chine, a averti qu'il pourrait subir une perte pouvant s'élever à 7,6 milliards d'USD pour les six premiers mois de l'année.

Par ailleurs, l'indice des prix à la consommation (IPC) a reculé en juillet de 0.3% d'une année à l'autre, selon les données officielles. Cela indique que la Chine est entrée en déflation pour la première fois depuis plus de deux ans. « Un vaste plan gouvernemental de relance économique s'impose à présent, sans quoi le pays risque de sombrer dans une grave déflation dont il sera complexe de sortir », dit Jun Bei Liu, gestionnaire de portefeuilles chez Tribeca Investment Partners.

Si jamais la déflation venait bel et bien à perdurer, cela ne manquerait pas d'aggraver le chômage, en particulier celui dont souffrent aujourd'hui les jeunes Chinois. En juin, le taux de chômage des 16-24 ans dans les zones urbaines avait dépassé la barre symbolique des 20%. Un record jamais vu auparavant. Depuis, les autorités chinoises refusent de divulguer les chiffres du chômage des jeunes, ce qui semble indiquer que la situation ne va pas en s'améliorant. Pour George Godber, gestionnaire de fonds chez Polar Capital à Londres, l'heure est grave : « En Chine, personne ne veut de jeunes mécontents, car cela peut être source de chaos, » dit-il. « Le gouvernement se doit donc d'agir sans tarder pour les aider à trouver du travail. »



BLÉ

Le boisseau de blé a vu sa valeur fondre de plus de 30% en un an, flirtant avec les 6 USD à la fin d'août. Selon Trading Economics, il devrait s'échanger à 5.75 USD d'ici la fin du trimestre en cours, et même à 5.25 USD dans 12 mois. C'est que les prévisions de consommation mondiale sont nettement à la baisse, indique le dernier rapport World Agricultural Supply and Demand Estimates (WASDE) du département américain de l'Agriculture.

La consommation mondiale devrait enregistrer cette année un recul de 3.4 millions de tonnes, à 796.1 millions de tonnes. Cela s'explique par une baisse de son utilisation fourragère et résiduelle dans l'Union européenne, ainsi que de son utilisation alimentaire en Chine. À cela s'ajoute le fait que la Russie devrait produire cette année quelque 85 millions de tonnes de blé, grâce à des conditions météorologiques favorables. Elle devrait également en exporter un niveau record de 48 millions de tonnes, de loin le plus important au monde. La pression à la baisse sur les prix devrait donc en être d'autant accentuée.

Au Canada, les agriculteurs ont semé cette année 27 millions d'acres de blé, soit 6.2% de plus que l'année précédente, selon Statistique Canada. Il n'avait jamais été semé autant de blé depuis ces vingt dernières années. Il semble que leur idée était que les prix allaient nécessairement repartir à la hausse, la guerre en Ukraine perturbant les cultures de blé du pays et de la Russie, qui représentaient à eux seuls 30% des exportations mondiales de blé avant le conflit armé. Mais cela ne s'est pas avéré : « Il s'agit toujours d'un facteur d'incertitude, mais celui-ci ne pèse plus tant que ça sur les prix car le marché a appris à relativiser », estime Gautier Le Molgat, consultant du cabinet-conseil Agritel.

Les agriculteurs canadiens vont-ils s'en mordre les doigts? Cela pourrait bel et bien être le cas. Les toutes dernières prévisions de Statistique Canada considèrent que la production de cette année devrait être « médiocre », à cause d'une météo défavorable et de vagues d'incendies. La récolte devrait être de 29.5 millions de tonnes, en recul de 4.3 millions de tonnes par rapport à l'an dernier.



VU DANS NOTRE PÉRISCOPE

La Russie innove pour contourner les sanctions

Le rouble numérique est officiellement né le 15 août dernier, la troisième forme de devise nationale après la monnaie fiduciaire (pièces et billets) et la monnaie scripturale (chèques). Celui-ci repose sur la technologie « blockchain », qui permet d'effectuer des transactions directes et sécurisées, sans qu'il s'agisse pour autant d'une cryptomonnaie. De fait, le rouble numérique n'est pas décentralisé, mais émis et conservé par la banque centrale russe, et son cours correspond à celui de la monnaie nationale. Étant donné qu'un sondage a mis au jour le fait que 51% des Russes ne savent pas de quoi il s'agit et que 58% d'entre eux ne comptent pas s'en servir, quel serait donc son intérêt? Avant tout, le Kremlin désire dédollariser ses échanges internationaux, en particulier ceux avec la Chine, devenue l'un de ses principaux partenaires commerciaux depuis le début du conflit en Ukraine. Et ce faisant, contourner les sanctions économiques occidentales, en proposant un mode alternatif d'échange, sans passer par les banques commerciales. Les banques russes sont aujourd'hui bannies du réseau Swift, une messagerie électronique sécurisée qui relie quelque 11 000 banques dans le monde.

Source: Le Devoir

<https://www.ledevoir.com/economie/796311/russie-en-pleine-chute-du-rouble-une-version-numerique>

En France, les patrons perdent massivement leur job

En France, quelque 25 300 patrons ont perdu leur emploi entre janvier et juin 2023, selon une étude réalisée par le cabinet-conseil Altares et l'association Garantie sociale du chef d'entreprise (GSC). C'est un bond de 37% par rapport à la même période de l'an dernier. Les principaux concernés sont les entrepreneurs de la construction et du commerce de détail, qui représentent 47% des pertes d'emploi. Suivent ceux de l'hébergement et de la restauration. Les trois quarts des entrepreneurs qui ont perdu leur emploi étaient à la tête d'une entreprise de moins de trois employés. Outre l'obligation de rembourser les prêts garantis par l'État accordés pendant la pandémie, l'étude estime qu'ils ont été victimes de l'inflation et de la hausse des taux d'intérêt.

Source: L'Express

<https://www.lexpress.fr/economie/emploi/pourquoi-le-chomage-chez-les-patrons-a-t-il-explose-en-2023-KO5CLDGOGRMKT4LNJXYC4VTE/>

JOURNÉES DE CONSULTATIONS VIRTUELLES SANS FRAIS

Afin de contribuer au soutien des PME du Québec, FINMETRIX offre des consultations confidentielles, sans frais et sans engagement tous les vendredis. L'objectif est d'effectuer le bilan de la situation et trouver une solution adaptée en matière de gestion de risques de devises. N'hésitez pas à partager avec les entreprises dans le besoin.

Durée : séance de 30 minutes à distance

Contactez-nous pour vous inscrire : strategie@finmetrix.com

N'hésitez pas à communiquer avec nous pour toutes questions.

Bonne journée.

FINMETRIX